

*Cahiers du*  
MONDE RUSSE

## **Cahiers du monde russe**

Russie - Empire russe - Union soviétique et États  
indépendants

**44/4 | 2003**  
**Varia**

---

# Golfo Alexopoulos, Stalin's outcasts

Alain Blum

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4114>  
ISSN : 1777-5388

### **Éditeur**

Éditions de l'EHESS

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2003  
Pagination : 738-740  
ISBN : 2-7132-1833-0  
ISSN : 1252-6576

### **Référence électronique**

Alain Blum, « Golfo Alexopoulos, Stalin's outcasts », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 44/4 | 2003, mis en ligne le 19 juin 2009, Consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4114>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

© École des hautes études en sciences sociales, Paris.

---

# Golfo Alexopoulos, Stalin's outcasts

Alain Blum

---

## RÉFÉRENCE

Golfo ALEXOPOULOS, **Stalin's outcasts. Aliens, citizens, and the Soviet state, 1926-1936**. Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2003, 243 p.

- 1 Cet ouvrage est consacré à une étude détaillée des *lišency*, catégorie de population qui perdit ses droits civiques à la suite d'une série de décisions fluctuantes prises après la révolution. Il s'agit d'une recherche extrêmement approfondie, fondée sur une multitude de dossiers personnels, contenant en particulier les demandes adressées aux autorités par les *lišency* pour obtenir la révision de leur situation et la restauration de leurs droits. Les *lišency* étaient considérés, en effet, comme « en dehors » de l'État et non pas comme des citoyens à part entière.
- 2 L'ambition de Golfo Alexopoulos est de dessiner la frontière entre deux mondes, celui des exclus et celui des citoyens normaux. Car ceux qui perdaient leurs droits civiques se voyaient aussi retirer l'accès à une multitude de biens et de services, cartes d'approvisionnement à certaines périodes, accès au travail à d'autres périodes, ou les deux à la fois. Ces restrictions étaient soumises également à l'arbitraire des décisions locales et aux interprétations personnelles des lois et décrets concernant les *lišency*.
- 3 L'ouvrage est d'abord remarquable par la façon dont il met en lumière l'instabilité et même les contradictions dans l'application de ce principe d'exclusion entre 1917 et 1936, date à laquelle la privation des droits civiques est généralisée. Il fournit un aperçu général des décisions adoptées pendant cette période dont l'hétérogénéité et le caractère contradictoire renvoient à un défaut de conception claire et à une absence de principes généraux. Parce que les privations de droit, qui sont régies par une série de décrets, lois ou règlements très divers, peuvent faire l'objet de multiples pratiques et d'interprétations locales changeantes, voire même paradoxales, il est possible, pour ceux qui sont visés par cette exclusion, d'y échapper plus ou moins ou de mettre en œuvre maints contestations et recours, analysés ici par l'auteur.

- 4 De cette diversité, Golfo Alexopoulos dégage pourtant, avec beaucoup d'acuité, un ensemble de principes dont la cohérence manifeste la finalité implicite de ce principe d'exclusion. Il y a d'abord l'intention de façonner le citoyen soviétique, de l'inciter à changer d'identité, à modifier aussi ses pratiques économiques. Ainsi, nombreuses sont les décisions ou les pratiques orientées vers une stigmatisation de la dépendance économique familiale, vis-à-vis d'un parent, l'exclusion tendant à pousser chacun à devenir « productif ».
- 5 L'autre ambition pour cette période est d'imposer le dialogue avec l'État en encourageant les démarches – lettres de réclamation, expression d'une « repentance » – pour la restitution des droits perdus. Ceci souligne bien que les réclamations ne sont pas uniquement destinées à parler de soi. En écrivant leurs lettres, les plaignants « construisent aussi une image de leur audience [...] et incitent leur lecteur puissant à se conformer à cette image ».
- 6 Mais il y a aussi la volonté d'imposer le recours aux témoignages de la communauté, et, par là, d'instaurer la surveillance mutuelle, et aussi de s'assurer la loyauté des citoyens en la fondant sur les liens familiaux. Les missives envoyées par les plaignants sont souvent accompagnées de lettres de recommandation écrites par des collègues de travail ou par des officiels de la localité de résidence, avec l'intention de mettre en avant le respect de l'intéressé pour ses voisins et sa bonne insertion dans le cercle local des relations sociales ainsi que dans les réseaux familiaux, les origines familiales et le souci de la parenté étant considérés comme la preuve d'une bonne adaptation à la société soviétique.
- 7 Enfin un aspect non négligeable de cette pratique de privation des droits civiques réside dans la limitation du nombre de personnes pouvant avoir accès à des biens contrôlés par l'État mais disponibles en quantité limitée. Par ce rationnement économique indirect, l'État cherche à dissimuler son incapacité à alimenter le système de distribution et à fournir à chacun le minimum de biens.
- 8 Ces quatre points principaux conduisent Golfo Alexopoulos à souligner que le « mécanisme de réhabilitation, plus qu'une ingénierie sociale destinée à former un nouveau citoyen, instituait un dialogue particulier entre les citoyens et l'État dans l'ère stalinienne. Les nouveaux citoyens ayant récupéré leurs droits civiques manifestaient une certaine compréhension et certaines attentes à l'égard du pouvoir soviétique ».
- 9 Les années 1930 sont en revanche très différentes et l'étude du devenir de ces pratiques et de ces procédures permet de souligner à nouveau, grâce à une analyse très fine, la profonde transformation des rapports politiques, et surtout des relations entre citoyens, ainsi qu'entre ceux-ci et l'État, qui fonde l'avènement d'un pouvoir stalinien sans partage. L'auteur observe, en effet, un transfert de l'autorité et du pouvoir de contrôle des soviets et autres entités de pouvoir local vers le GPU-NKVD. Ce phénomène s'observe en particulier à travers deux lois, celle d'août 1932 sur le vol de la propriété soviétique et la loi sur le passeport. On aboutit, avec la constitution de 1936, à la suppression de la privation des droits civiques, même si le citoyen peut désormais, exclusivement sur décision judiciaire, perdre le droit de vote. Il y a donc bien un phénomène de transfert des décisions, qui passent des organes de surveillance locale vers les organes répressifs et judiciaires contrôlés par le centre. Ce transfert illustre bien les transformations auxquelles conduit un stalinisme triomphant, centralisé et répressif, qui s'est éloigné des principes à l'œuvre dans l'exclusion depuis 1917, par un renforcement de la dimension

répressive, centralisée et policière, au détriment d'une stigmatisation à fonction positive, plus conforme à l'esprit de la révolution qui était perceptible avant 1930.

- 10 On regrettera sans doute dans ce livre le traitement un peu plat de toutes les informations contenues dans ces dossiers et l'absence, notamment, de traitement statistique. L'auteur a pourtant constitué un échantillon à partir de ces documents retrouvés dans des archives sibériennes de Žlutorovsk ; mais elle se limite à la dimension rhétorique ou informative de ces documents sans chercher à estimer le poids relatif de chaque témoignage. À ce regret près, il s'agit d'un livre fondamental, analysant de manière exceptionnelle et dans toutes ses dimensions une logique politique et sociale d'exclusion. Golfo Alexopoulos réussit en outre, à travers l'exploitation de ces matériaux, à conserver la dimension humaine et tragique de ces exclusions, tout en restant à un niveau de rigueur historique excluant l'emphase ou le pathos. Un livre qui marque l'histoire sociale de l'URSS, analysée à travers les relations complexes entre la population et l'État aussi bien que par le biais du mécanisme d'exclusion. Un très beau livre qui éclaire aussi tout un pan du quotidien soviétique des années 1920 et 1930, renvoyant partiellement, à travers l'étude des exclus, aux travaux portant sur les « ci-devant » (les *byvšie*) ou s'intéressant aux pratiques politiques mettant en jeu l'assignation d'identité, la catégorisation ou la ségrégation.